

# Actualité fiscale - Nos sélections au 26 avril 2012

## Articles

1.	PEA et expatriation : L'administration fiscale prend enfin position (ou presque), par Pierre Sappey, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 24-25.
2.	Durée de détention des titres reçus dans un apport placé sous le régime de faveur des fusions : l'administration défend sa doctrine devant le juge (CAA Versailles, 29 novembre 2011, n° 10-02229, Sté Heineken France, en jurisprudence), par Jean-Yves Mercier, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, p. 26.
3.	TVA grevant les dépenses engagées à l'occasion d'une cession de titres, par Antoine Colonna d'Istria, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, p. 27.
4.	Amendement IFRS 7 sur les transferts d'actifs financiers : nouvelle étape de l'augmentation des informations en annexe, par Mathieu Vincent, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, p. 32.
5.	Rémunération : Les actions gratuites prennent le pas sur les stock-options, par Morgane Rémy, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 39-42.
6.	Comment la Bourse réagit aux élections présidentielles, par Audrey Spy, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 46-48.
7.	Sociétés de gestion : L'AMF tire les leçons de la crise, par Olivia Dufour, Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, p. 49.
8.	Immobilier : Une euphorie aux pieds d'argile, par Paul Antoine, Option Droit & Affaires, Supplément d'Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 4-7.
9.	Un marché institutionnel des fonds non cotés en plein développement, par Philippe Canovas et Pierre Schoeffler, Option Droit & Affaires, Supplément d'Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 8-9.
10.	Fiscalité immobilière : avis de temps fort, par Richard Foissac, Option Droit & Affaires, Supplément d'Option finance n° 1170 du 23 avril 2012, pp. 34-35.
11.	Ventes en l'état futur d'achèvement : frais de commercialisation (rescrit 2012/23 du 27/03/12), FR n° 21 du 20 avril 2012, § 2.
12.	TVA : Réductions de prix (CE, 8 février 2012, n° 340418, SA IFM Electronic, en jurisprudence), FR n° 21 du 20 avril 2012, § 3.

13.	Cotisations : Retraites à prestations définies, FR n° 21 du 20 avril 2012, § 13.
14.	Forfait social : Contributions patronales de prévoyance, FR n° 21 du 20 avril 2012, § 20.
15.	Guide pratique : Contribution sociale de solidarité des sociétés, FR n° 21 du 20 avril 2012, § 22.
16.	Modalités d'application de l'exit tax (décret n° 2012-457 du 6/04/12), RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 182.
17.	Le prêt à usage (ou commodat) en droit fiscal, par Emmanuel Cruvelier, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 261.
18.	Droit pénal fiscal, par Renaud Salomon, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 262.
19.	Le contrôle des juges de la constitutionnalité et de la conventionnalité sur les dispositifs de prévention de l'évasion fiscale internationale, par Cécile Raquin, RJF n° 4 d'avril 2012, pp. 299-303.
20.	La preuve illicite est irrecevable ou Le vol est un péché capital, par Bernard Hatoux, RJF n° 4 d'avril 2012, pp. 304-312.
21.	Contribution sociale de solidarité et contributions additionnelle 2012, RF n° 3444 du 19 avril 2012, § 2.
22.	Souscrire la déclaration 1330-CVAE en mai 2012, RF n° 3444 du 19 avril 2012, § 3.
23.	Solde de CVAE 2011 à payer pour le 3 mai 2012, RF n° 3444 du 19 avril 2012, § 4.
24.	Frais externes de commercialisation des opérations immobilières, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, p. 12.
25.	Loi de simplification : quoi de neuf pour le rapport de gestion ?, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 13-14.
26.	Sociétés non cotées : nouveautés de la loi "simplification", RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 15-17.
27.	Dépôt au greffe, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, p. 18.
28.	Aide à l'évaluation des PME non cotées : un baromètre de valorisation des PME françaises, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 20-21..
29.	Financement public pour les PME : identifier, maîtriser, sécuriser et optimiser, par Charles-Edouard de Cazalet et Thomas Gross, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 22-26.
30.	Commissariat aux comptes et aux apports : les nouveautés de la loi de simplification, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 27-28.
31.	Dossier : Comment appliquer la méthode DCF, RF Comptable n° 393 d'avril 2012, pp. 31-52.
32.	La fiducie au service de la gestion et de la transmission de patrimoine, par Yves Mahot de la Quérantonais et

	Pierre-Alain Guilbert, Décideurs : stratégie finance droit n° 137 d'avril 2012, pp. 56-27.
33.	LBO : La dette unitranche, nouveau produit de financement d'acquisition, par Mounir Letayf, Décideurs : stratégie finance droit n° 137 d'avril 2012, pp. 58-59.
34.	Assouplissement de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, BRDA n° 7 du 15 avril 2012, § 13.
35.	Notification de jugements entre avocats par voie électronique, BRDA n° 7 du 15 avril 2012, § 19.
36.	Les nouvelles règles de taxation des cessions d'actions, Cahiers de droit de l'entreprise n° 2 de mars-avril 2012, § 7.
37.	Il faut une imposition spéciale pour les revenus du capita, par M. Taly, L'Expansion n° 774 de mai 2012, pp. 86-87.
38.	L'épargne salariale au plus haut malgré la crise et une taxation accrue, par V. Collen, Les Echos du 25 avril 2012, p. 5.
39.	Aides au numérique : le rapport de l'inspection des finances qui dérange, par S. Cassini, La Tribune du 23 avril 2012, p. 46.
40.	Des éclairages sur la réforme du patrimoine bienvenus pour les praticiens, par V. Clément et N. Ducros, L'Agefi Actifs du 20 avril 2012, p. 6.
41.	L'administration commente les nouveautés en matière de détention et de transmission, par D. Moucheroud, L'Agefi Actifs du 20 avril 2012, p. 7.

## Jurisprudence

42.	Arrêt de la CAA de Versailles du 29 novembre 2011, n° 10-02229, Sté Heineken France : Durée de détention des titres reçus dans un apport placé sous le régime de faveur des fusions, Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
43.	Arrêt du CE du 8 février 2012, n° 340418, SA IFM Electronic : TVA – Réductions de prix, Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
44.	Jugement du TA de Grenoble du 23 novembre 2011, n° 0605508 : Plus-values immobilières – Prélèvement d'un tiers pour les associés suisses d'une SCI, FR n° 21 du 20 avril 2012, § 6.
45.	Arrêt du CE du 12 avril 2012, n° 325978, min. c/ Kadji : Plus-values immobilières – Les circonstances postérieures à l'acquisition sont dans incidence sur la détermination du prix d'acquisition, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 189 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
46.	Arrêt de la Cour de cassation du 3 avril 2012, n° 11-19.412, M. X et a. : Visites domiciliaires – Précision sur les

	heures de visites, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 190 et Site Légifrance. <a href="#">Document à télécharger...</a>
47.	Décision du Conseil constitutionnel QPC n° 2012-231/234 du 13 avril 2012, M. Stéphane C. et a. : Conformité à la Constitution de la contribution pour l'aide juridique et du droit d'appel, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 192 et Site du Conseil constitutionnel. <a href="#">Document à télécharger...</a>
48.	Arrêt du CE du 30 décembre 2011, n° 332088, min. c/ M. Le Goff, et conclusions de L. Olléon : Revenus distribués – Notion de maître e l'affaire – Le critère de la détention des parts sociales ne permet pas à lui seul de caractériser la maîtrise de l'affaire, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 263.
49.	Arrêt du CE du 20 décembre 2011, n° 313435, Sté Boulogne-Distribution, et conclusions de P. Collin : BIC – Mode d'évaluation des titres non cotés – Combinaison de méthodes et ajout d'une survaleur résultant de la situation de l'acquéreur, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 264.
50.	Jugement du TA de Montreuil du 22 septembre 2011, n° 1008403, SA Fayat, et note de P. Fumenier et C. Elbaz : IS – Ordre d'imputation des déficits constatés par une filiale avant son entrée dans un groupe, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 265.
51.	Arrêt du CE du 30 décembre 2011, n° 319835, min. c/ Sté Rhodia-Chimie : TVA – Déduction par une société mère de la TVA grevant des travaux incombant à sa filiale (non, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 268.
52.	Arrêt de la CAA Paris 1 <sup>er</sup> décembre 2011 n° 09PA02693, 2 <sup>e</sup> ch., Mahul : IR - personnes passibles et imposables - territorialité - domicile fiscal - sommes perçues par une personne domiciliée ou établie hors de France en rémunération de services rendus par une personne domiciliée ou établie en France ou hors de France (CGI art. 155 A) - champ d'application - 1 <sup>o</sup> personnes concernées - personne n'exerçant pas d'activité industrielle et commerciale autre que la prestation de services - sommes perçues par une société britannique en rémunération de prestations de gestion rendues à une société française par son dirigeant - 2 <sup>o</sup> nature des services rendus - aucune restriction, RJF n° 4 d'avril 2012, § 337.
53.	Arrêt du CE 10 novembre 2011 n° 325216, 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté S'Nature : actif immobilisé - valeurs d'actif - immobilisations incorporelles - marque - marque acquise - comptabilisation au prix d'acquisition - distinction entre le prix d'acquisition de la marque et une somme concernant la vente de produits autres que ceux correspondant à cette marque - majoration du prix d'acquisition de la marque du montant de l'indemnité : non, RJF n° 4 d'avril 2012, § 344.
54.	Jugement du TA Caen 28 juin 2011 n° 1001688, 1 <sup>o</sup> ch., Vimond : actif immobilisé - plus-values et moins-values de cession - exonération en fonction de la valeur des éléments cédés (CGI art. 238 quindecies) - cession d'un fonds de commerce ayant fait l'objet d'un contrat de location-gérance : non s'il existe des liens de dépendance entre le cédant et le cessionnaire, RJF n° 4 d'avril 2012, § 345.
55.	Arrêt du CE (na) 14 décembre 2011 n° 344158, 10 <sup>e</sup> s.-s., SA Ferrero France : frais généraux - conditions relatives à l'objet des dépenses - jetons de présence (CGI art. 210 sexies) : montant déductible - nécessité d'une activité effective : oui, RJF n° 4 d'avril 2012, § 346.
56.	Arrêt de la CAA Paris 24 novembre 2011 n° 09PA06734, 5 <sup>e</sup> ch., Ets Poudix : IS - champ d'application - territorialité - personne morale étrangère propriétaire d'immeubles en France - mise à disposition gratuite des immeubles au profit de tiers bénéficiaires - 1 <sup>o</sup> imposition de la société en raison de sa forme : non - Anstalt (Liechtenstein) - 2 <sup>o</sup> imposition en raison d'une activité lucrative : non - Anstalt dont l'objet commercial est exclu et dont la seule activité est de mettre gratuitement l'immeuble qu'elle possède en France à la disposition des «

	bénéficiaires », RJF n° 4 d'avril 2012, § 347.
57.	Arrêt de la CAA Douai 30 décembre 2011 n° 10DA00628, 2 <sup>e</sup> ch., SA Financière Niort : IS - fiscalité de groupe - régime des mères et filiales (CGI art. 145) - conditions d'application - conditions que doivent remplir les titres de participation - propriété des titres - titres détenus en nue-propiété par la société mère - reversement à la société mère par les usufruitiers des dividendes distribués par la filiale, RJF n° 4 d'avril 2012, § 348.
58.	Arrêt du CE 30 décembre 2011 n° 319835, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Sté Rhodia-Chimie : TVA - déduction de la taxe payée aux fournisseurs - conditions du droit à déduction - biens et services acquis pour une activité taxable - 1 <sup>o</sup> refacturation - convention de cession portant sur une filiale se livrant à une activité chimique sur des terrains à dépolluer et prévoyant la prise en charge par le cédant du coût des travaux de dépollution - travaux effectués par des prestataires pour le compte de la filiale cédée qui les refacture au cédant - absence de prestation de services fournie par la filiale cédée au cédant - simple compensation financière - TVA ne pouvant pas figurer sur la facture du cessionnaire ni être déduite par le cédant - 2 <sup>o</sup> facturation - travaux effectués par des prestataires directement facturés au cédant - travaux non nécessaires à l'exploitation du cédant auquel ils n'incombent pas - prix de cession prenant en compte le coût des travaux de dépollution incombant à la société cédée et mis à la charge du cédant - dépenses se rattachant à la vente des titres, opération exonérée n'ouvrant pas droit à la déduction de la TVA, RJF n° 4 d'avril 2012, § 353.
59.	Arrêt du CE 30 décembre 2011 n° 316738, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., SAS Azego Technology Services : TVA - déduction de la taxe payée aux fournisseurs - conditions du droit à déduction - fraude de type « carrousel » - assujetti qui sait ou aurait dû savoir que par son acquisition il participait à une telle fraude - droit à déduction : non - droit à remboursement des crédits de TVA : non, RJF n° 4 d'avril 2012, § 354.
60.	Arrêt de la CAA Versailles 31 mai 2011 n° 09VE02714, 3 <sup>e</sup> ch., min. c/ Lagarde : produits de placements à revenu fixe - rémunération du prêteur égale à une fraction de l'éventuelle plus-value de cession des titres acquis par l'emprunteur au moyen du prêt - mécanisme d'indexation du capital : non - revenus de créances : oui, bien que ne constituant pas des intérêts, RJF n° 4 d'avril 2012, § 360.
61.	Arrêt du CE 30 décembre 2011 n° 332088, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Goff : notion de distribution - présomption de distribution (CGI art. 109, 1-1 <sup>o</sup> ) - dirigeant maître de l'affaire - notion - pouvoir exclusif sur la gestion de l'entreprise - associé détenant 40 % du capital et dirigeant de fait - insuffisant si l'administration n'établit pas qu'il était le seul à disposer d'une procuration sur les comptes de la société et que l'actionnaire détenant 60 % du capital n'exerçait pas ses droits, RJF n° 4 d'avril 2012, § 362.
62.	Arrêt du CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 330006, 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s., min. c/ Mathieu : transfert du domicile hors de France - taxation immédiate des plus-values en report d'imposition (« exit tax », CGI art. 167, 1 bis abrogé à compter du 1-1-2005 par LF 2004-1484 du 30-12-2004) - transfert du domicile en Belgique - 1 <sup>o</sup> violation du principe de la liberté d'établissement (art. 49 du traité FUE) : oui - 2 <sup>o</sup> dégrèvement d'office de l'impôt établi sur le fondement de l'article 167,1 bis du CGI du CGI pour la fraction des titres détenus au 1-1-2006 et rétablissement de plein droit du report d'imposition des plus-values afférentes à ces titres existant à la date du transfert du domicile hors de France (art. 61 de la LFR du 30-12-2005) - portée - mesure gracieuse : non - application au litige : non - 3 <sup>o</sup> décharge des impositions : oui - possibilité pour l'administration d'imposer les plus-values devant être regardées comme étant demeurées placées au titre de l'année où elles avaient été taxées en report d'imposition en application des dispositions combinées de l'article 160, I ter-4 et de l'article 92 B, II du CGI au titre de l'année au cours de laquelle ce report aura cessé : oui, sous réserve des règles relatives à la prescription, RJF n° 4 d'avril 2012, § 363.
63.	Arrêt de la Cass. com. 13 décembre 2011 n° 10-28.028 (n° 1260 F-D) : principes généraux - visites domiciliaires (LPF art. L 16 B) - contentieux - loi du 4-8-2008 art. 164 - mesures transitoires - autorisation judiciaire - appel - compatibilité avec la conv. EDH - article 6 § 1 (procès équitable) - principe de l'égalité des

	armes - moyen inopérant en l'espèce, RJF n° 4 d'avril 2012, § 380.
64.	Arrêts de la Cass. com. 31 janvier 2012 n° 11-13.098 (n° 142 FS-D) et Cass. com. 31 janvier 2012 n° 11-13.097 (n° 141 FS-PB) : principes généraux - visites domiciliaires (LPF art. L 16 B après loi du 4-8-2008 art. 164) - contentieux - contestation de l'autorisation - appel - I. origine illicite de pièces produites par l'administration à l'appui de la demande d'autorisation - documentation interne d'une banque - pièces issues du retraitement de données obtenues par la commission d'une infraction pénale - supports informatiques dérobés à la banque - annulation de l'autorisation - II. annulation par voie de conséquence des opérations - pourvoi sans objet, RJF n° 4 d'avril 2012, § 381.
65.	Arrêt de la CA Orléans ord. 8 novembre 2011 n° 11/00290 et 11/00777, Sté X. c/ Direccte : principes généraux - visites domiciliaires (C. com. art. L 450-4, concurrence ; anc. ord. 1-12-1986 art. 48 après ord. 13-11-2008) - contentieux - contestation de l'autorisation - appel - compatibilité avec la conv. EDH art. 6 § 1 (procès équitable) - procédure - régularité de l'ordonnance - ordonnance préérigée par l'administration - absence de contrôle du juge - annulations, RJF n° 4 d'avril 2012, § 382.
66.	Arrêt de la Cass. com. 13 décembre 2011 n° 10-25.606 (n° 1273 F-D), Sté Vestel France : principes généraux - visites domiciliaires (C. douanes art. 64) - contentieux - loi du 4-8-2008 art. 164 - mesures transitoires - contestation de la régularité des opérations - I. contrariété à la Constitution - art. 164, 2° - recours contre le déroulement des opérations - méconnaissance du principe d'égalité et du droit à un recours effectif - non : limitation du recours dans un certain délai - II. compatibilité avec la conv. EDH - article 6 § 1 (procès équitable et recours effectif) - décision justifiée par un motif non critique, RJF n° 4 d'avril 2012, § 383.
67.	Décision du Cons. const. 10 février 2012 n° 2011-220 QPC : Constitution - constitutionnalité des lois - question prioritaire de constitutionnalité - jurisprudence constitutionnelle - conformité à la Constitution : oui - pénalité de 40 % (CGI art. 1759 devenu 1758) pour omission de déclaration du transfert de sommes à l'étranger ou en provenance de l'étranger (CGI art 1649 A et art. 1649 quater A) - 1° principe d'individualisation des peines (art. 8 DDHC de 1789) : conformité - 2° principe de proportionnalité des peines (art. 8 DDHC de 1789) : conformité, RJF n° 4 d'avril 2012, § 400.
68.	Jugement du TA Paris 16 juin 2011 n° 0910623, 3 <sup>e</sup> ch. Mileto : convention franco-italienne (5-10-1989) - traitements et salaires - dérogations à l'imposition dans l'Etat d'exercice de l'activité - résident italien salarié d'une filiale italienne exerçant les fonctions de directeur administratif et de contrôleur de gestion de la société mère française - salarié en mission temporaire en France : non, RJF n° 4 d'avril 2012, § 404.
69.	Arrêt du CE 1 <sup>er</sup> février 2012 n° 340866 et a., 8 <sup>e</sup> et 3 <sup>e</sup> s.-s. : convention fiscale franco-monégasque (18-5-1963) - imposition à l'impôt sur le revenu des personnes physiques de nationalité française ayant transporté leur domicile ou leur résidence à Monaco ou qui ne peuvent justifier de cinq ans de résidence à Monaco au 13-10-1962 (art. 7,1) - portée - application à un Français né à Monaco après la date marquant le point de départ de cette période de cinq ans : oui, RJF n° 4 d'avril 2012, § 405.
70.	Arrêt de la CJUE 26 janvier 2012 aff. 588/10, 2 <sup>e</sup> ch., Minister Finansów c/ Kraft Foods Polska SA : droit de l'Union européenne - taxe sur la valeur ajoutée - chiffre d'affaires imposable - réduction de prix - réduction de la base d'imposition - condition - production d'un accusé de réception d'une facture rectificative adressée au client - principes de neutralité et de proportionnalité - compatibilité : oui - conditions, RJF n° 4 d'avril 2012, § 435.
71.	Arrêt de la CJUE 21 décembre 2011 aff. 499/10, 7 <sup>e</sup> ch., Vlaamse Oliemaatschappij NV : droit de l'Union européenne - taxe sur la valeur ajoutée - redevable de la taxe - responsabilité solidaire inconditionnelle, pour le paiement de la taxe afférente à la livraison des biens entreposés, du gérant d'un « entrepôt fiscal » et du

	propriétaire de ces biens - principe de proportionnalité - violation : oui, RJF n° 4 d'avril 2012, § 436.
72.	Arrêt de la CA de Chambéry du 22 février 2011, n° 10/01182, EURL Buijnse Expert Comptable : Fonds de commerce – Cession d'un cabinet d'expertise comptable – Notion de branche complète d'activité, Indicateur de l'enregistrement n° 906 de février 2012, § 19.857.
73.	Arrêt de la CA d'Amiens du 17 novembre 2011, n° 10-3787, Cuvelier-Pauchant : Trust – Apport de titres à un trust situé à Jersey – Abus de droit, Indicateur de l'enregistrement n° 907 de mars 2012, § 19.870.

## Législation française

74.	Décret n° 2012-559 du 24 avril 2012 pris en application de l'article 1528 du code général des impôts sur les conditions d'application et de recouvrement de la taxe de balayage, JORF du 26 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
78.	Décret n° 2012-547 du 23 avril 2012 pris pour l'application de l'article 83 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, JORF du 25 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
76.	Décision n° 2012-238 QPC du 20 avril 2012 relative à la conformité aux droits et libertés que la Constitution garantit des articles 1559 et 1561 du code général des impôts, JORF du 21 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
77.	Rescrit n° 2012/29 du 24 avril 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Travaux portant sur les locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans (article 279-0 bis du CGI). Date limite de production de l'attestation, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>
78.	Rescrit n° 2012/30 du 24 avril 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Travaux portant sur les locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans (article 279-0 bis du CGI). Modalités d'entrée en vigueur du taux réduit de 7 %, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>
79.	Rescrit n° 2012/31 du 24 avril 2012 : Régime de groupe – intégration fiscale d'un sous-groupe combiné – groupes du secteur des assurances, sans liens capitalistiques, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>
80.	Rescrit n° 2012/32 du 24 avril 2012 : Conséquences fiscales pour une SIIC-fille du changement de son actionnariat, Site impots.gouv.fr. <a href="#">Document à télécharger...</a>
81.	Réponse ministérielle n° 18245 à Mme Catherine Morin-Desailly : Création d'une "taxe Google" – Etat d'avancement du projet, RDF n° 16 du 19 avril 2012, § 194 et JO Sénat du 12 avril 2012, p. 919. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## Fiscalité internationale et communautaire

82.	Séance plénière du Parlement européen, 18 avril 2012, Strasbourg Appel à des solutions concrètes permettant de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales - Déclarations du Conseil et de la Commission, Site du Conseil de l'UE, le 19 avril 2012. <a href="#">Document à télécharger...</a>
-----	--

83.	Fiscalité: la charge fiscale moyenne sur les salaires continue d'augmenter dans les pays de l'OCDE, Communiqué de presse de l'OCDE du 25 avril 2012, Site de l'OCDE. <a href="#">Communiqué à télécharger...</a> <a href="#">Nouvelle édition des Impôts sur les salaires publiée par l'OCDE à télécharger...</a>
84.	Taxe sur les transactions financières : un réseau plus large et plus solide, Communiqué de presse du Parlement européen du 24 avril 2012, Site Europa. <a href="#">Document à télécharger...</a>

## B.O.I

85.	3 A-4-12 n° 48 du 20 avril 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Redevable de la taxe. Régime applicable aux livraisons de gaz naturel ou d'électricité réalisées entre assujettis établis en France. <a href="#">Document à télécharger...</a>
86.	8 M-3-12 n° 47 du 19 avril 2012 : Plus-values immobilières et plus-values sur les biens meubles. Aménagement du régime d'imposition. Articles 1er et 10 de la deuxième loi de finances rectificative pour 2011 (n° 2011-1117 du 19 septembre 2011). Articles 2 (II et B du III), 5, 6 et 7 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-1977 du 28 décembre 2011). Articles 24, 29 et 42 de la quatrième loi de finances rectificative pour 2011 (n° 2011-1978 du 28 décembre 2011). <a href="#">Document à télécharger...</a>